

Après une année entière de déclarations ambiguës et de rendez-vous reportés, le gouvernement continue à manifester son mépris envers les fonctionnaires en proposant une augmentation de 1% pour 2005 □
Les pertes de pouvoir d'achat subies ces dernières années sont entérinées et aggravées □ **Le concept de carrière, les statuts sont menacés** □
La mobilisation forte et unitaire le jeudi 20 janvier est indispensable

Un gouvernement méprisant

Après avoir tenu des propos infamants sur les fonctionnaires devant la Fondation Concorde qui réunit un public patronal et de droite extrême, Renaud Dutreil, ministre de la Fonction publique, a joué la montre lors de pseudos « négociations salariales » avec les fédérations de fonctionnaires. Il a clairement montré sa volonté de ne pas ouvrir de véritables discussions en s'appuyant, pour refuser tout rattrapage

de pouvoir d'achat et toute augmentation sérieuse, sur un fonctionnaire moyen virtuel qui aurait vu son traitement augmenter régulièrement ces dernières années.

Mépris et mensonges

Cette analyse fallacieuse déversée dans les médias s'accompagnait d'un discours présentant les revendications des fonctionnaires comme étant irréalisables et

« insupportables par tous les Français ».

Suite à ces propos méprisants et de division les propositions d'augmentation de 1% (0,5 en février et 0,5 en novembre) étaient présentées comme un effort exceptionnel du gouvernement. En réalité, cela ne représentera qu'une augmentation de 0,54% en masse salariale. Dans les faits, ces propositions sont totalement inacceptables.

Dérives libérales

Le gouvernement a décidé de sacrifier sur l'autel du libéralisme les services publics et les missions publiques. La destruction de milliers d'emplois dans les fonctions publiques fait partie de cette stratégie. Au-delà, c'est au statut du fonctionnaire que veut s'attaquer le gouvernement.

Les dispositions de primes au mérite, l'évaluation - notation ou encore la mise en place de la Loi Organique sur la loi de Finances (LOLF) mettent en péril l'évolution linéaire des carrières et finissent d'introduire des techniques de management du privé dans les fonctions publiques.

Selon le Ministre, la grille de la fonction publique ne voudrait plus rien dire et les changements d'échelon ne traduiraient plus une promotion due à l'expérience mais un simple mécanisme pour tenir à flot le pouvoir d'achat.

Réclamons notre dû !

Le pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader. Depuis 2000, les pertes de pouvoir d'achat sont au minimum de 5 %. En 2003 il n'y a eu aucune augmentation et en 2004 elle n'a été que de 0,5%. L'augmentation de 1% « accordée » pour 2005 est inférieure à la hausse des prix d'ores et déjà prévue de 1,8%.

→ **Cette perte de pouvoir d'achat doit être compensée**

Les mesures « bas salaires » proposées par le ministre sont en fait les obligations pour les premiers indices des catégories les plus basses de la Fonction publique qui, sans ajustement, passeraient en dessous du Smic.

→ **Les premiers indices de la Fonction Publique doivent être largement revalorisés**

Les « réformes de structures », les changements dans les missions et les restructurations subies ont exigé une hausse des qualifications acquises par les agents publics.

→ **Ces qualifications doivent être payées à leur juste valeur**

A partir de janvier 2005, la CSG va augmenter et, avec la mise en place de la cotisation de retraite additionnelle, les fonctionnaires vont payer 5 % sur le total de leurs primes diverses (limitées à 20 % du traitement brut).

→ **Ces pertes doivent être compensées**

Un mécontentement grandissant

En refusant d'augmenter les salaires des fonctionnaires, le gouvernement donne l'exemple au patronat pour que celui-ci refuse les augmentations salariales dans les entreprises privées □ La question du pouvoir d'achat est, à juste titre, une préoccupation importante de tous les salariés du privé comme du public □ Les secteurs de la Santé, de la Poste, de la SNCF seront en grève durant cette période. Les organisations membres de Solidaires sont parties prenantes de ces mobilisations qu'elle souhaite développer dans l'unité la plus large malgré l'attitude de certaines fédérations de fonctionnaires qui refusent notre présence dans les réunions unitaires nationales.

Solidaires Fonctions publiques appelle les personnels des trois fonctions publiques à se réunir pour préparer les actions et les manifestations à mettre en place pour réussir dans l'unité la plus large la grève du 20 janvier

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org